

L'Adresse—M. Nunziata

pas devenir irresponsable sur le plan moral. Dominons le déficit. Ne laissons pas le déficit nous dominer.

La question du chômage et les initiatives que le gouvernement a prises jusqu'à présent nous amènent naturellement à parler des promesses non tenues. Une qui vient en tête de liste, et qui compromet directement la crédibilité du nouveau gouvernement, est la promesse d'être un gouvernement ouvert. Le manuel de la campagne électorale des conservateurs dit ceci: «Nous aurons un gouvernement national ouvert, honnête et responsable». D'après ce manuel, les libéraux refusaient aux Canadiens l'accès légitime au gouvernement. Il dit que le parti libéral a refusé de révéler des informations gouvernementales et que les libéraux ont restreint l'accès aux dossiers du gouvernement, malgré la loi sur la liberté d'information.

Il n'y a même pas trois semaines que la Chambre siège et déjà le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) a renié publiquement les directives qu'il avait données lorsqu'il était premier ministre pour instaurer un gouvernement ouvert. On a muselé complètement les fonctionnaires dans leurs contacts avec les journalistes. Le vice-premier ministre (M. Nielsen) a prévenu ses collègues qu'ils risquaient leur poste s'ils parlaient aux journalistes. Les collaborateurs des ministres n'ont pas à répondre aux questions légitimes des reporters. On a vu déjouer des intrigues visant à supprimer des communiqués émanant d'organismes privés. Si c'est là le «Nouvel Ottawa», je veux bien revenir à l'ancien n'importe quand. Le Parlement prend vraiment de plus en plus l'allure de la *Ferme des animaux* d'Orwell sous le gouvernement conservateur.

Voyons quelques-unes des autres promesses. Durant la campagne électorale, le premier ministre a constamment fait l'éloge des programmes sociaux et du régime d'assurance-maladie des libéraux, les qualifiant de «dépôt sacré» et s'engageant à ne pas toucher au principe de l'universalité. Or le gouvernement a commencé à faire marche arrière à peine quelques jours après l'inauguration de la présente législature, et il laisse maintenant entendre que tous les programmes sont examinés.

Le déficit en est un autre exemple pertinent. Durant la campagne électorale, en août plus précisément, le premier ministre a déclaré que le déficit ne constituait pas une priorité absolue. Puisqu'il était nécessaire de créer au plus tôt des emplois, il pouvait entrevoir une certaine augmentation du déficit. Il a par la suite changé d'avis dans le discours du trône en soutenant qu'il fallait opérer une réduction immédiate et importante du déficit afin de produire des emplois. Voici maintenant qu'il affirme, à en juger par un discours prononcé la semaine dernière à Toronto, que le chômage demeurera élevé même si on réussit à réduire le déficit.

La question des promesses violées est importante, surtout en ce qui concerne l'économie, mais une question encore plus importante a été soulevée récemment dans un journal par un économiste, et je cite: «Est-ce que le gouvernement Mulroney sait vraiment ce qu'il fait?» Je laisse à la population canadienne le soin d'en juger, monsieur le Président.

Voyons certaines des autres promesses. En octobre, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, réitérant un engagement pris au cours de la campagne électorale, a dit à l'ONU que notre gouvernement avait l'intention de respecter l'engagement

canadien d'atteindre en 1990 une aide officielle au développement équivalente à 7 p. 100 du produit national brut. Plusieurs semaines plus tard, le ministre des Finances (M. Wilson) a mis le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le gouvernement canadien dans l'embarras en disant que l'engagement pris par M. Clark allait être reporté à 1995. La main droite du gouvernement ne sait pas ce que fait son autre main droite, monsieur le Président.

Qu'en est-il des autres promesses électorales? Au cours de la campagne électorale, les conservateurs ont versé des larmes de crocodile sur les jeunes chômeurs de notre pays. Dans *Politique de poche*, leur bible électorale, ils disaient que tous les niveaux de gouvernement et le secteur privé devaient entreprendre l'énorme tâche de remédier à la situation tragique des jeunes chômeurs.

Le président suppléant (M. Paproski): Comme il est 13 heures, je quitte maintenant le fauteuil jusqu'à 14 heures.

(La séance est suspendue à 13 heures.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 14 heures.

DÉCLARATIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT

[Traduction]

LES SPORTS

LA LIGUE CANADIENNE DE FOOTBALL—LE MATCH DE LA COUPE GREY—LE POINT DE VUE D'UN PARTISAN DE HAMILTON

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, nous en avons vu de toutes les couleurs dimanche après-midi. Durant quinze minutes d'euphorie, les Tiger Cats de Hamilton se sont montrés plus forts, plus agiles et plus habiles que les Bombers de Winnipeg. Quel quart d'heure de football inoubliable! Ce qui s'annonçait comme un événement glorieux s'est peu à peu transformé en cauchemar pour certaines personnes, mais pas pour toutes.

A mesure que s'éteignaient les cris des cœurs vaillants de Hamilton, les partisans de Winnipeg s'échauffaient de plus en plus. La crème des joueurs de l'Ouest ont foncé résolument, repoussant les guerriers irréductibles de l'Est dans un dernier assaut victorieux.

Après 22 ans, je suppose que nous, de la ville de l'acier, devons nous blinder, nous forcer à sourire, prétendre que ça ne fait pas mal et nous dire, en guise de consolation, que ce n'est qu'un match de football. Bien sûr, nous félicitons les gagnants de Winnipeg et leur disons aussi sincèrement que possible . . .

M. le Président: Nous avons respecté le Règlement jusqu'ici, mais les félicitations débordent le cadre des déclarations aux termes de l'article 21 du Règlement.

M. Deans: Monsieur le Président, il fallait presque le faire. Aux vainqueurs de Winnipeg, je dis: «Attendez à l'an prochain» et, à Harold Ballard: «Menez les Maple Leafs à la victoire».